

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/40510]

4 JULI 2017. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het referentiedossier van de afdeling «Dekker» (code 335201S20D2), gerangschikt op het niveau van het secundair onderwijs voor sociale promotie van de derde graad

De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 137;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 april 1992 houdende bevoegdheids-overdracht inzake het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het eensluidend advies van de Algemene raad voor het onderwijs voor sociale promotie van 18 mei 2017;

Overwegende dat de uitvoerende cel van de *Service Francophone des Métiers et Qualifications* op de hoogte gebracht werd van het pedagogische dossier van de afdeling «Dekker» (code 335201S20D2) via een brief van 18 mei 2017 van de Algemene raad voor het Onderwijs voor sociale promotie,

Besluit :

Artikel 1. Het referentiedossier van de afdeling «Dekker» (code 335201S20D2) alsook de referentiedossiers van de onderwijsseenheden waaruit die afdeling bestaat, worden goedgekeurd.

Deze afdeling wordt gerangschikt op het niveau van het secundair onderwijs voor sociale promotie van de derde graad.

Zeven van de onderwijsseenheden waaruit de afdeling bestaat, worden gerangschikt op het niveau van het hoger secundair doorstromingsonderwijs, vijf op het niveau van het lager secundair doorstromingsonderwijs en één op het niveau van het hoger secundair kwalificatieonderwijs.

Art. 2. De geleidelijke omvorming van de betrokken bestaande structuren begint ten laatste op 1 september 2017.

De bij dit besluit bedoelde afdeling vervangt de afdeling «Dekker» (code 335201S20D1).

Art. 3. Het bekwaamheidsbewijs dat wordt uitgereikt op het einde van de afdeling «Dekker» (code 335201S20D2) is het kwalificatiegetuigschrift «Dekker» dat overeenstemt met het kwalificatiegetuigschrift «Dekker» dat wordt uitgereikt door het hoger secundair onderwijs met volledig leerplan.**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2017.

Brussel, 4 juli 2017 .

I. SIMONIS,

Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd,
Vrouwenrechten en Gelijke Kansen

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/204127]

20 JUILLET 2017. — Arrêté ministériel relatif aux aides régionales aux agriculteurs pour la transformation et la commercialisation de produits agricoles

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,

Vu le règlement n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.11, D.13, D.14, D.17, D.242, D.243, D.245, alinéa 2, D.247, et D.254, § 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 relatif à l'octroi d'une aide aux exploitations agricoles visant à faire face à la baisse des prix des produits agricoles ou à des événements exceptionnels et à une aide à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 juillet 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2017;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, particulièrement l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par "l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016" : l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 relatif à l'octroi d'une aide aux exploitations agricoles visant à faire face à la baisse des prix des produits agricoles ou à des événements exceptionnels et à une aide à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles.

Art. 2. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, l'aide visée à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 est accordée aux agriculteurs pour la transformation ou la commercialisation des produits issus de leur exploitation.

Elle prend la forme d'une subvention en capital dont le montant total ne peut dépasser 2.000 euros conformément à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2 de l'arrêté du gouvernement wallon du 15 décembre 2016.

Pour avoir droit à l'aide visée à l'alinéa 1^{er}, l'agriculteur n'a pas bénéficié, durant les trois ans précédant sa demande d'aide, de l'aide octroyée sur base :

1° de l'arrêté ministériel du 11 novembre 2009 relatif aux aides régionales aux producteurs laitiers pour la transformation et la commercialisation de produits laitiers, modifié pour la dernière fois par l'arrêté ministériel du 22 juillet 2016;

2° de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2011 instaurant une aide régionale aux éleveurs pour la transformation ou la commercialisation de produits issus de leur exploitation, modifié pour la dernière fois par l'arrêté ministériel du 22 juillet 2016;

3° du présent arrêté.

Art. 3. La demande d'aide est introduite par le demandeur au plus tard le 31 décembre de chaque année auprès de l'organisme payeur ou de l'organisme à qui il délègue tout ou partie de sa mission.

Pour être recevable, la demande d'aide :

1° est introduite par tout moyen de conférer date certaine à l'envoi via un formulaire établi par l'organisme payeur ou l'organisme à qui il a délégué tout ou partie de sa mission;

2° est accompagnée d'un devis ou des pièces justificatives relatifs à une ou plusieurs dépenses éligibles visées à l'article 8, § 2, de l'arrêté du gouvernement wallon du 15 décembre 2016.

Le formulaire de demande contient au minimum :

1° les nom et prénoms du producteur ou sa raison sociale et sa forme juridique, s'il s'agit d'une personne morale;

2° le numéro de producteur ou son numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises, s'il s'agit d'une personne morale.

Le demandeur remplit et signe la déclaration "de minimis" telle que reprise en annexe.

L'organisme payeur ou l'organisme à qui il délègue tout ou partie de ses missions peut demander au producteur pour les renseignements complémentaires et pièces qu'il juge nécessaires pour procéder à l'examen de la demande.

Art. 4. § 1^{er}. L'organisme payeur ou l'organisme à qui il délègue tout ou partie de ses missions adresse au demandeur un accusé de réception du dossier dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande d'aide.

§ 2. En cas de dossier incomplet, l'organisme payeur ou l'organisme à qui il délègue tout ou partie de ses missions envoie au demandeur un courrier précisant les renseignements et pièces complémentaires dont il souhaite prendre connaissance. Le demandeur dispose de trente jours ouvrables à compter de la date d'envoi de ce courrier pour compléter son dossier. Si, au terme de ce délai, le dossier reste incomplet, la demande est rejetée.

Art. 5. Sur proposition de l'organisme payeur ou de l'organisme à qui il délègue tout ou partie de ses missions, le Ministre notifie sa décision au demandeur dans les soixante jours à compter de la date de notification du caractère complet du dossier.

Art. 6. Le montant défini dans l'arrêté ministériel d'octroi de subvention est engagé de manière provisionnelle pour tenir compte de bénéficiaires multiples. Les dossiers complets au terme d'un trimestre sont ordonnancés.

Si la demande est accompagnée d'un ou plusieurs devis, la notification est accompagnée d'un formulaire de déclaration de créance. Dès réception de celle-ci ainsi que des pièces justificatives et après les vérifications utiles, l'aide est ordonnancée à due concurrence.

Art. 7. Sont abrogés :

1° l'arrêté ministériel du 11 novembre 2009 relatif aux aides régionales aux producteurs laitiers pour la transformation et la commercialisation de produits laitiers, modifié par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2011, par l'arrêté ministériel du 16 janvier 2014, par l'arrêté ministériel du 27 août 2015 et par l'arrêté ministériel du 22 juillet 2016;

2° l'arrêté ministériel du 31 juillet 2011 instaurant une aide régionale aux éleveurs pour la transformation ou la commercialisation de produits issus de leur exploitation, modifié par l'arrêté ministériel du 16 janvier 2014, par l'arrêté ministériel du 7 septembre 2015 et par l'arrêté ministériel du 22 juillet 2016.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juillet 2017.

Annexe

Formulaire de déclaration sur l'honneur concernant les aides de minimis

Par la présente, le soussigné déclare qu'à l'entreprise citée ci-après :

SOIT

* sur la période de 01/01/..... (l'année précédant de deux ans la date de signature de cette déclaration) jusqu'au/...../..... (date de signature de cette déclaration) des aides de minimis préalables ont été allouées jusqu'à un montant total de euros.

Une copie des données démontrant l'allocation des aides de minimis est jointe à cette déclaration.

SOIT

* sur la période de 01/01/..... (l'année précédant de deux ans la date de signature de cette déclaration) jusqu'au...../...../.....(date de signature de cette déclaration) aucune aide de minimis n'a été allouée auparavant.

ET

* qu'aucune aide d'Etat n'est allouée pour les mêmes coûts éligibles en vertu d'un Règlement d'exemption par catégorie ou d'une décision adoptée par la Commission conduisant au dépassement du maximum des aides autorisées à ce titre si cumulée avec les aides "de minimis".

Nom d'entreprise :

Numéro d'agriculteur :

Nom et fonction :

Adresse :

Code postal et nom du lieu :

Date : Signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 20 juillet 2017 relatif aux aides régionales aux agriculteurs pour la transformation et la commercialisation de produits agricoles.

Namur, le 20 juillet 2017.

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/204127]

20. JULI 2017 — Ministerieller Erlass über die regionalen Beihilfen zugunsten der Landwirte für die Verarbeitung und Vermarktung landwirtschaftlicher Erzeugnisse

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion,

Aufgrund der Verordnung Nr. 1408/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen im Agrarsektor;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.11, D.13, D.14, D.17, D.242, D.243, D.245 Absatz 2, D.247, und D.254 § 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2016 über die Gewährung einer Beihilfe zugunsten der landwirtschaftlichen Betriebe zur Bewältigung des Rückgangs der Preise für landwirtschaftliche Erzeugnisse oder außergewöhnlicher Ereignisse und einer Beihilfe für die Verarbeitung und Vermarktung landwirtschaftlicher Erzeugnisse;

Aufgrund der am 17. Juli 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 20. Juli 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gilt als "Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2016": der Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2016 über die Gewährung einer Beihilfe zugunsten der landwirtschaftlichen Betriebe zur Bewältigung des Rückgangs der Preise für landwirtschaftliche Erzeugnisse oder außergewöhnlicher Ereignisse und einer Beihilfe für die Verarbeitung und Vermarktung landwirtschaftlicher Erzeugnisse.

Art. 2 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel wird den Landwirten die in Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2016 erwähnte Beihilfe für die Verarbeitung oder die Vermarktung der Erzeugnisse aus ihrem Betrieb gewährt.

Sie entspricht nach Artikel 8 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2016 einer Kapitalsubvention, deren Gesamtbetrag 2.000 Euro nicht übersteigen darf.

Um Anspruch auf die in Absatz 1 genannte Beihilfe zu haben, muss der Landwirt in den letzten drei Jahren vor seinem Beihilfeantrag keine Beihilfe aufgrund der folgenden Erlasse erhalten haben:

1° Ministerieller Erlass vom 11. November 2009 über die regionalen Beihilfen zugunsten der Milcherzeuger für die Verarbeitung und Vermarktung der Milcherzeugnisse, zuletzt abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 22. Juli 2016;

2° Ministerieller Erlass vom 31. Juli 2011 zur Einführung einer regionalen Beihilfe zugunsten der Züchter für die Verarbeitung oder Vermarktung von Erzeugnissen aus ihrem Betrieb, zuletzt abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 22. Juli 2016;

3° der vorliegende Erlass.

Art. 3 - Der Beihilfeantrag ist vom Antragsteller spätestens am 31. Dezember eines jeden Jahres bei der Zahlstelle oder der Einrichtung, der sie ihre Aufgaben ganz oder zum Teil überträgt, einzureichen.

Als zulässig gilt der Antrag, wenn:

1° er durch jedes Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, anhand eines von der Zahlstelle oder der Einrichtung, der sie ihre Aufgaben ganz oder zum Teil überträgt, erstellten Formulars eingereicht wird;

2° ihm ein Kostenvoranschlag oder die Belege für eine oder mehrere der in Artikel 8 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2016 angeführten zulässigen Ausgaben beigefügt werden.

Das Antragsformular umfasst mindestens:

1° den Namen und die Vornamen des Erzeugers oder seinen Gesellschaftszweck und seine Rechtsform, falls es sich um eine juristische Person handelt;

2° die Erzeugernummer des Erzeugers oder seine Eintragungsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen, falls es sich um eine juristische Person handelt.

Der Antragsteller füllt die im Anhang beigefügte De-minimis-Erklärung aus und unterzeichnet sie.

Die Zahlstelle oder die Einrichtung, der sie ihre Aufgaben ganz oder zum Teil überträgt, kann vom Erzeuger alle zusätzlichen Informationen und Schriftstücke verlangen, die sie zur Prüfung des Antrags für notwendig erachtet.

Art. 4 - § 1 - Die Zahlstelle oder die Einrichtung, der sie ihre Aufgaben ganz oder zum Teil überträgt, übermittelt dem Antragsteller innerhalb von zehn Werktagen nach Eingang des Beihilfeantrags eine Empfangsbestätigung der Akte.

§ 2 - Ist die Akte unvollständig, so übermittelt die Zahlstelle oder die Einrichtung, der sie ihre Aufgaben ganz oder zum Teil überträgt, dem Antragsteller ein Schreiben, in dem sie die Auskünfte und zusätzlichen Schriftstücke, die sie zur Kenntnis nehmen möchte, anführt. Der Antragsteller verfügt über dreißig Werktage ab dem Datum der Aufgabe dieses Schreibens, um seine Akte zu vervollständigen. Ist die Akte nach Ablauf dieser Frist nicht vollständig, wird der Antrag abgewiesen.

Art. 5 - Auf Vorschlag der Zahlstelle oder der Einrichtung, der sie ihre Aufgaben ganz oder zum Teil überträgt, teilt der Minister dem Antragsteller innerhalb von sechzig Tagen ab dem Datum, an dem mitgeteilt wurde, dass die Akte vollständig ist, seinen Beschluss mit.

Art. 6 - Der in dem Ministeriellen Erlass zur Gewährung der Subvention festgesetzte Betrag wird vorsorglich zurückgelegt, um der Anzahl Anspruchsberechtigter Rechnung zu tragen. Die Akten, die am Ende eines Quartals vollständig sind, werden zur Zahlung angeordnet.

Falls der Antrag einen oder mehrere Kostenvoranschläge umfasst, wird der Mitteilung ein Formular zur Forderungsanmeldung beigefügt. Sobald diese sowie die Belege eingegangen sind und nachdem die sachdienlichen Prüfungen durchgeführt wurden, wird die Zahlung der entsprechenden Beihilfe angeordnet.

Art. 7 - Es werden aufgehoben:

1° der Ministerielle Erlass vom 11. November 2009 über die regionalen Beihilfen zugunsten der Milcherzeuger für die Verarbeitung und Vermarktung der Milcherzeugnisse, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 31. Juli 2011, den Ministeriellen Erlass vom 16. Januar 2014, den Ministeriellen Erlass vom 27. August 2015 und den Ministeriellen Erlass vom 22. Juli 2016;

2° der Ministerielle Erlass vom 31. Juli 2011 zur Einführung einer regionalen Beihilfe zugunsten der Züchter für die Verarbeitung oder Vermarktung von Erzeugnissen aus ihrem Betrieb, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 16. Januar 2014, den Ministeriellen Erlass vom 7. September 2015 und den Ministeriellen Erlass vom 22. Juli 2016 und den Ministeriellen Erlass vom 22. Juli 2016.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach dem Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 20. Juli 2017

Anhang

Formular für die ehrenwörtliche Erklärung betreffend die De-minimis-Beihilfen

Hiermit erklärt der Unterzeichnete, dass dem nachstehenden Unternehmen:

ENTWEDER

* während des Zeitraums zwischen 01/01/..... (das Jahr zwei Jahre vor dem Datum der Unterzeichnung dieser Erklärung) und dem/...../..... (Datum der Unterzeichnung dieser Erklärung) vorher De-minimis-Beihilfen bis zu einem Gesamtbetrag von Euro gewährt worden sind.

Eine Abschrift der Angaben zum Nachweis der Gewährung der De-minimis-Beihilfen ist dieser Erklärung beizufügen.

ODER

* während des Zeitraums zwischen 01/01/..... (das Jahr zwei Jahre vor dem Datum der Unterzeichnung dieser Erklärung) und dem/...../..... Datum der Unterzeichnung dieser Erklärung) vorher keine De-minimis-Beihilfe gewährt worden ist.

UND

* dass für dieselben, aufgrund einer Gruppenfreistellungsverordnung oder eines von der Kommission verabschiedeten Beschlusses beihilfefähigen Kosten keine staatliche Beihilfe gewährt wird, die zusammen mit den De-minimis-Beihilfen zu einer Überschreitung der als Beihilfen zugelassenen Höchstbeträge führt.

Bezeichnung des Unternehmens:

Landwirtschaftliche Betriebsnummer:

Name und Eigenschaft:

Anschrift:

Postleitzahl und Ortsname:

Datum: Unterschrift:

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 20. Juli 2017 über die regionalen Beihilfen zugunsten der Landwirte für die Verarbeitung und Vermarktung landwirtschaftlicher Erzeugnisse beigelegt zu werden.

Namur, den 20. Juli 2017

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/204127]

20 JULI 2017. — Ministerieel besluit betreffende de gewestelijke steun voor landbouwers voor de verwerking en de afzet van landbouwproducten

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1408/2013 van de Commissie van 18 december 2013 inzake de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun in de landbouwsector;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.4, D.11, D.13, D.14, D.17, D.242, D.243, D.245, lid 2, D.247, en D.254, § 1 ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016 betreffende de toekenning van steun aan de landbouwbedrijven om het hoofd te bieden aan de daling van de prijzen van de landbouwproducten of aan uitzonderlijke gebeurtenissen en een steun voor de verwerking en de afzet van landbouwproducten;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 juli 2017;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juli 2017;

Gelet op het rapport opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder "besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016": het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016 betreffende de toekenning van steun aan de landbouwbedrijven om het hoofd te bieden aan de daling van de prijzen van de landbouwproducten of aan uitzonderlijke gebeurtenissen en een steun voor de verwerking en de afzet van landbouwproducten.

Art. 2. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten wordt de in artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016 bedoelde steun toegekend voor de verwerking of de afzet van producten afkomstig van hun bedrijf.

Ze wordt verleend in de vorm van een kapitaalsubsidie waarvan het totaalbedrag niet hoger mag zijn dan 2.000 euro overeenkomstig artikel 8, § 1, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016.

Om recht te hebben op de steun bedoeld in lid 1, heeft de landbouwer tijdens de drie jaar voorafgaand aan zijn steunaanvraag de steun niet genoten op grond van:

1° het ministerieel besluit van 11 november 2009 betreffende de gewestelijke steunverlening aan de melkproducenten voor de verwerking en de afzet van melkproducten, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 22 juli 2016;

2° het ministerieel besluit van 31 juli 2011 tot invoering van een tegemoetkoming van het Gewest ten gunste van de fokkers voor de verwerking of de afzet van producten uit hun bedrijf, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 22 januari 2016;

3° dit besluit.

Art. 3. De steunaanvraag wordt door de aanvrager uiterlijk jaarlijks op 31 december ingediend bij het betaalorgaan of bij de instelling die geheel of gedeeltelijk diens opdrachten bij delegatie uitvoert.

Om ontvankelijk te zijn, moet de aanvraag :

1° bij elk middel ingediend worden dat een vaste datum verleent aan de verzending, via het formulier opgesteld door het betaalorgaan of de instelling die geheel of gedeeltelijk diens opdrachten bij delegatie uitvoert;

2° samen toegezonden worden met een bestek of bewijsstukken voor één of meerdere in aanmerking komende uitgaven beoogd in artikel 8, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016.

Het aanvraagformulier vermeldt minstens :

1° de naam en voornamen van de producent, of zijn firma en zijn rechtsvorm als het om een rechtspersoon gaat;

2° het producentennummer of zijn inschrijvingsnummer bij de Kruisbank der Ondernemingen, als het gaat om een rechtspersoon.

De aanvrager vult in en ondertekent de de-minimisverklaring zoals opgenomen in bijlage.

Het betaalorgaan of de instelling die geheel of gedeeltelijk diens opdrachten bij delegatie uitvoert, kan de producent verzoeken om de aanvullende gegevens en de stukken die het nuttig acht voor het onderzoek van de aanvraag.

Art. 4. § 1. Het betaalorgaan of de instelling die geheel of gedeeltelijk diens opdrachten bij delegatie uitvoert stuurt binnen tien werkdagen na ontvangst van de steunaanvraag een bericht van ontvangst van het volledig of onvolledig verklaarde dossier aan de aanvrager.

§ 2. Indien het dossier onvolledig is, stuurt het betaalorgaan of de instelling die geheel of gedeeltelijk diens opdrachten bij delegatie uitvoert een schrijven aan de aanvrager om hem te wijzen op de bijkomende gegevens en stukken waarvan het wenst kennis te nemen. De aanvrager beschikt over dertig werkdagen, te rekenen van de datum van verzending van dat schrijven, om zijn dossier aan te vullen. Als het dossier na afloop van die termijn nog steeds onvolledig is, wordt de aanvraag verworpen.

Art. 5. Op voorstel van het betaalorgaan of de instelling die geheel of gedeeltelijk diens opdrachten bij delegatie uitvoert, geeft de Minister de aanvrager kennis van zijn beslissing binnen zestig dagen, te rekenen van de datum van kennisgeving van het volledige karakter van het dossier.

Art. 6. Het bedrag bepaald in het ministerieel besluit tot toekenning van de subsidie wordt provisioneel vastgelegd om rekening te houden met talrijke begunstigden. De volledige dossiers na afloop van een kwartaal worden geordonnanceerd.

Indien de aanvraag vergezeld gaat van één of meer bestekken, wordt bij de kennisgeving een formulier van schuldverklaring toegevoegd. Na ontvangst hiervan alsook van de bewijsstukken en na de nuttige onderzoeken wordt de steun dienovereenkomstig geordonnanceerd.

Art. 7. Opgeheven worden :

1° het ministerieel besluit van 11 november 2009 betreffende de gewestelijke steunverlening aan de melkproducenten voor de verwerking en de afzet van melkproducten, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 31 juli 2011, bij het ministerieel besluit van 16 januari 2014, bij het ministerieel besluit van 27 augustus 2015 en bij het ministerieel besluit van 22 juli 2016;

2° het ministerieel besluit van 31 juli 2011 tot invoering van een tegemoetkoming van het Gewest ten gunste van de fokkers voor de verwerking of de afzet van producten uit hun bedrijf, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 7 september 2015 en bij het ministerieel besluit van 22 augustus 2016.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 20 juli 2017.

Bijlage

Formulier voor de verklaring op eer over de-minimissteun

Hierbij verklaart ondergetekende, dat aan de hierna genoemde onderneming

OFWEL

* over de periode van 01/01/..... (jaartal twee jaren gelegen vóór de datum van ondertekening van deze verklaring) tot/...../..... (datum van ondertekening van deze verklaring) eerder de minimissteun is toegekend tot een totaal bedrag van euro.

Een kopie van gegevens waaruit het verlenen van de-minimissteun blijkt, wordt toegevoegd aan deze verklaring.

OFWEL

* over de periode van 01/01/..... (jaartal twee jaren gelegen vóór de datum van ondertekening van deze verklaring) tot/...../..... (datum van ondertekening van deze verklaring) niet eerder de minimissteun is verleend.

EN

* niet reeds voor dezelfde in aanmerking komende kosten staatssteun is verleend op grond van een groepsvrijstellingsverordening of een besluit van de Europese Commissie, indien door de de-minimissteun het maximum van de uit dien hoofde toegestane steun zou worden overschreden.

Bedrijfsnaam :

Landbouwersnummer :

Naam en functie :

Adres :

Postcode en plaatsnaam :

Datum : Handtekening:

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 20 juli 2017 betreffende de gewestelijke steun voor landbouwers voor de verwerking en verhandeling van landbouwproducten

Namen, 20 juli 2017.

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2017/20455]

Collecte à domicile — Autorisation

Un arrêté royal du 12 juin 2017 pris en vertu de l'arrêté royal du 22 septembre 1823 contenant des dispositions à l'égard des collectes dans les églises et à domicile, autorise l'association sans but lucratif « Koepel van de Vlaamse Noord-Zuidbeweging - 11.11.11 » à Bruxelles à organiser une collecte de fonds à domicile, dans les provinces de Anvers, de Limbourg, de Flandre occidentale, de Flandre orientale, du Brabant flamand et dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, du 21 octobre 2017 au 12 novembre 2017 inclus.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2017/20455]

Huis-aan-huis collecte — Vergunning

Bij koninklijk besluit van 12 juni 2017 genomen krachtens het koninklijk besluit van 22 september 1823 houdende bepalingen nopens het doen van collecten in de kerken en aan de huizen, is vergunning verleend aan de vereniging zonder winstoogmerk « Koepel van de Vlaamse Noord-Zuidbeweging - 11.11.11 » te Brussel om van 21 oktober 2017 tot en met 12 november 2017 in de provincies Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen, Vlaams Brabant en in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad een huis-aan-huis collecte van geld te organiseren.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2017/20457]

Collecte à domicile — Autorisation

Par arrêté royal du 12 juin 2017 pris en vertu de l'arrêté royal du 22 septembre 1823 contenant des dispositions à l'égard des collectes dans les églises et à domicile, l'association sans but lucratif « Vlaamse Liga tegen Kanker » à Bruxelles est autorisée à organiser une collecte de fonds à domicile, dans les provinces de Anvers, de Limbourg, de Flandre orientale, de Flandre occidentale, du Brabant flamand, et dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, du 15 au 17 septembre 2017 inclus sous la dénomination « 23^{ste} Plantjesweekend van Kom op tegen Kanker – Vlaamse Liga tegen Kanker vzw ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2017/20457]

Huis-aan-huis collecte — Vergunning

Bij koninklijk besluit van 12 juni 2017 genomen krachtens het koninklijk besluit van 22 september 1823 houdende bepalingen nopens het doen van collecten in de kerken en aan de huizen, is vergunning verleend aan de vereniging zonder winstoogmerk « Vlaamse Liga tegen Kanker » te Brussel om van 15 tot en met 17 september 2017, onder de benaming « 23^{ste} Plantjesweekend van Kom op tegen Kanker – Vlaamse Liga tegen Kanker vzw » een huis-aan-huis collecte van fondsen te houden in de provincies Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen, Vlaams-Brabant en in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.